
Fiches thématiques

Économie générale

1.1 Environnement macroéconomique

En 2009, l'économie française connaît la plus forte contraction de son activité depuis l'après-guerre : le produit intérieur brut (PIB) **en volume aux prix de l'année précédente** recule de 2,6 % (figures 1 et 2). Le PIB avait déjà nettement ralenti en 2008 (+ 0,2 % après + 2,4 % en 2007). La récession, entamée au printemps 2008, s'est amplifiée fin 2008 et début 2009. En comparaison, lors des récessions de 1993, ou même de 1975, la baisse du PIB était de l'ordre de 1 % en moyenne sur l'année. Depuis le printemps 2009, l'activité a repris sa croissance, mais demeure fin 2009 à un niveau proche de celui observé trois ans auparavant.

La récession touche tous les grands secteurs d'activité : la production recule dans l'industrie manufacturière, l'énergie, la construction, et même dans les services (en particulier les services aux entreprises et les services de transport).

L'investissement se replie fortement en 2009 (- 7,1 %) : il contribue pour 1,5 point à la contraction de 2,6 % du PIB. D'une part, la baisse de l'acquisition de logements neufs par les ménages s'accélère, leur investissement recule de 8,7 %. D'autre part, les entreprises restreignent leurs dépenses d'investissement (- 8,0 %), que ce soit en biens d'équipement ou en construction. L'aggravation de la crise financière à l'automne 2008 et la montée de l'incertitude concernant les perspectives d'activité incitent les entreprises à rester prudentes. Ainsi, comme on l'avait déjà observé lors de précédents replis de l'activité, les entreprises restreignent leur production dans une ampleur encore plus importante que le recul de la demande, ce qui limite leurs besoins de trésorerie et les

conduit à un déstockage massif. En 2009, le déstockage des entreprises contribue à lui seul pour 1,9 point à la baisse du PIB.

La crise économique, d'ampleur mondiale, entraîne une contraction des échanges extérieurs de biens et services entre pays. Suite au recul de la demande mondiale, les exportations françaises baissent fortement (- 12,4 %). Les importations reculent aussi nettement (- 10,7 %), en lien avec le repli de la demande intérieure de la France. Au total, la contribution du commerce extérieur à la croissance est de nouveau négative en 2009 : - 0,2 point après - 0,3 point en 2008.

En revanche, la consommation des ménages résiste à la crise : même si elle a ralenti depuis 2008, elle progresse encore de 0,6 % en 2009. Les dépenses de consommation des ménages soutiennent ainsi l'activité, notamment *via* la reprise de la croissance des achats de produits manufacturés, la « prime à la casse » ayant soutenu les achats d'automobiles.

En 2009, le déficit public s'accroît fortement : il s'élève à 7,5 % du PIB contre 3,3 % en 2008 (figure 3).

D'une part, les recettes publiques reculent (- 4,2 % en valeur), notamment l'impôt sur les sociétés. La baisse des recettes fiscales et sociales s'explique par la récession et par des allègements supplémentaires de la charge fiscale décidés dans le cadre du plan de relance. D'autre part, les dépenses publiques continuent de progresser à un rythme soutenu (+ 3,8 % comme l'an dernier). Le poids de la dette publique au sens du traité de Maastricht croît ainsi nettement en 2009 (+ 10,6 points) et atteint 78,1 % du PIB, soit 1 489 milliards d'euros. ■

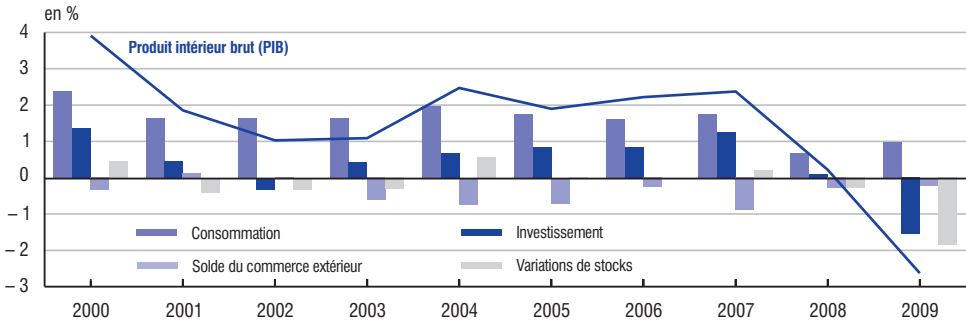
Définitions

Évolutions en volume aux prix de l'année précédente : les agrégats des Comptes nationaux en volume, c'est-à-dire corrigés de l'évolution générale des prix, sont issus de comptes en volume chaînés : pour une année donnée, les agrégats en volume sont obtenus en enchaînant, à partir du niveau constaté en 2000, les indices annuels d'évolution en volume calculés aux prix de l'année précédente, tenant ainsi compte de la déformation progressive des structures économiques.

Pour en savoir plus

- « Les comptes de la Nation en 2009 - Une récession sans précédent depuis l'après-guerre », *Insee Première* n° 1294, mai 2010.
- « Les comptes des administrations publiques en 2009 », *Insee Première* n° 1293, mai 2010.
- « L'économie française - Comptes et dossiers », *Insee Références*, juin 2010.
- Voir aussi : fiche 4.6.

1. Contributions à la croissance du PIB en volume



Champ : France.

Lecture : en 2009, l'investissement pèse à hauteur de 1,5 point dans la diminution de 2,6 % du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2000.

2. Ressources et emplois de biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2009		
	2007	2008	2009	Évolution des prix (en %)	Valeur (en milliards d'euros)	Contribution à la croissance du PIB ¹
Produit intérieur brut (PIB)	2,4	0,2	-2,6	0,5	1 907,1	-2,6
Importations	5,6	0,6	-10,7	-5,2	476,6	-3,1
Total des emplois finals	3,1	0,3	-4,4	-0,7	2 383,8	-5,7
Consommation effective des ménages	2,4	0,9	0,9	-0,1	1 418,6	0,6
dont dépenses de consommation :						
- des ménages ²	2,5	0,5	0,6	-0,6	1 084,6	0,4
- individualisable des administrations publiques ²	1,6	2,1	2,0	1,2	305,8	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,2	0,9	4,2	1,4	164,0	0,3
Formation brute de capital fixe (investissement)	6,0	0,5	-7,1	-0,6	392,1	-1,5
dont :						
- sociétés non financières et entreprises individuelles	8,1	2,4	-8,0	-0,3	204,3	-0,9
- ménages	4,6	-2,7	-8,7	-1,7	106,6	-0,5
- administrations publiques	4,4	-2,8	0,5	0,2	63,9	0,0
Variation de stocks (en contribution au PIB)	0,2	-0,3	-1,9	///	-30,5	-1,9
Exportations	2,5	-0,5	-12,4	-3,5	439,6	-3,3

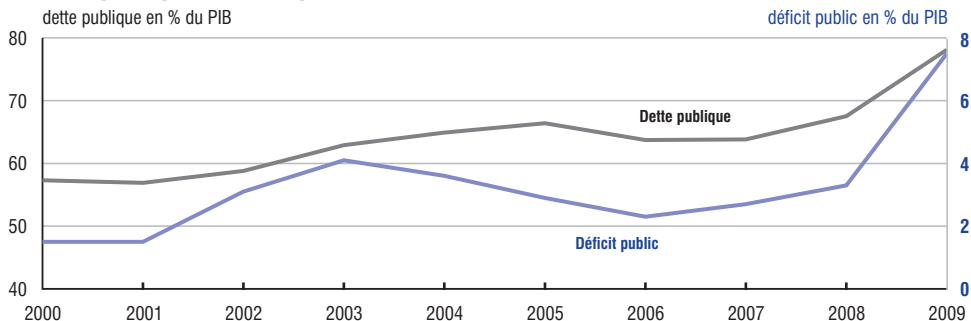
1. Note de lecture : en 2009, l'investissement pèse à hauteur de 1,5 point dans la diminution de 2,6 % du PIB.

2. La dépense de consommation des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement. La dépense de consommation individualisable des administrations publiques est celle dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elle correspond à des prestations en nature (biens ou services) dont bénéficient les ménages (dépenses pour l'éducation et pour la santé par exemple).

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2000.

3. Dette publique et déficit public en % du PIB



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2000.

1.2 Opinion des ménages sur la situation économique

L'opinion des Français concernant leur environnement économique est appréhendée à travers l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée mensuellement par l'Insee depuis 1987. Les ménages livrent leur perception sur l'environnement économique en France, leur situation économique personnelle ainsi que leurs anticipations en matière de consommation et d'épargne. Ces informations fournies en termes qualitatifs (amélioration, stabilité, détérioration) sont retracées dans des **soldes d'opinion**. Ils permettent de mesurer les phénomènes conjoncturels tels qu'ils sont perçus par les ménages. Des enquêtes similaires sont effectuées dans tous les pays de l'Union européenne.

L'**indicateur résumé** d'opinion des ménages, corrigé des variations saisonnières, avait atteint son plus bas niveau en juillet 2008 (- 47, *figure 1*). Depuis, il a fortement remonte (+ 16 points entre juillet 2008 et décembre 2009). Il demeure toutefois à un bas niveau fin 2009, et diminue à nouveau depuis début 2010. Les ménages se montrent

notamment pessimistes vis-à-vis des perspectives d'évolution du niveau de vie en France (- 18 points entre décembre 2009 et juin 2010) mais aussi de leur situation financière personnelle (- 9 points, *figure 2*).

En juin 2009, les craintes des français face au **chômage** ont atteint leur plus haut depuis que l'enquête existe (89 points de solde d'opinion, 100 étant le niveau plafond), (*figure 3*). Depuis le quatrième trimestre 2009, ce solde s'est stabilisé à un niveau nettement moins haut mais qui demeure supérieur à sa moyenne de long terme : bien que moindres, les craintes des Français face au chômage persistent donc.

En 2009, les ménages ont perçu une inflation plus faible que par le passé et leurs anticipations d'inflation sont restées basses. Les soldes d'opinion sur les **perspectives d'évolution des prix** et l'**évolution passée des prix** ont été tout au long de l'année inférieurs à leur moyenne de long terme. Toutefois, début 2010, les ménages semblent ressentir et anticiper un surcroît d'inflation. ■

Définitions

Solde d'opinion : pour chaque question posée, un solde d'opinion est calculé par différence entre les pourcentages de réponses positives et négatives. Le niveau de ces soldes n'étant pas directement interprétable, les commentaires s'appuient sur leurs évolutions ou leur niveau comparé à la moyenne de long terme.

Indicateur résumé : l'indicateur résumé est la moyenne arithmétique des soldes d'opinion de cinq questions posées aux ménages sur le niveau de vie en France, passé et futur, leur situation financière, passée et future, et sur l'opportunité d'effectuer des achats importants. Ces cinq soldes d'opinion sont sélectionnés en raison de leur proximité à la tendance d'ensemble des soldes d'opinion issus de l'enquête.

Évolution future du chômage : la question posée aux ménages est : « Pensez-vous que, dans les douze prochains mois, le nombre de chômeurs va : fortement augmenter / un peu augmenter / rester stationnaire / un peu diminuer / fortement diminuer ? ». L'indicateur est le solde entre les deux premières et les deux dernières réponses. Une hausse de cet indicateur est donc signe d'une dégradation de l'opinion des Français sur le chômage.

Prix : les questions posées aux ménages sont :

– pour l'évolution passée : « Trouvez-vous que, au cours des douze derniers mois, les prix ont fortement augmenté / modérément augmenté / un peu augmenté / stagné / diminué ? » ;

– pour les perspectives d'évolution : « Par rapport aux douze derniers mois, quelle sera à votre avis l'évolution des prix au cours des douze prochains mois ? La hausse va être plus rapide / se poursuivre au même rythme / être moins rapide / les prix vont rester stationnaires / les prix vont diminuer ».

L'indicateur est la différence, en points de pourcentage, entre la première et les trois dernières réponses, les réponses « ne sait pas » n'étant pas prises en compte. Ainsi, une hausse de l'indicateur traduit une dégradation de l'opinion des ménages au sujet des prix.

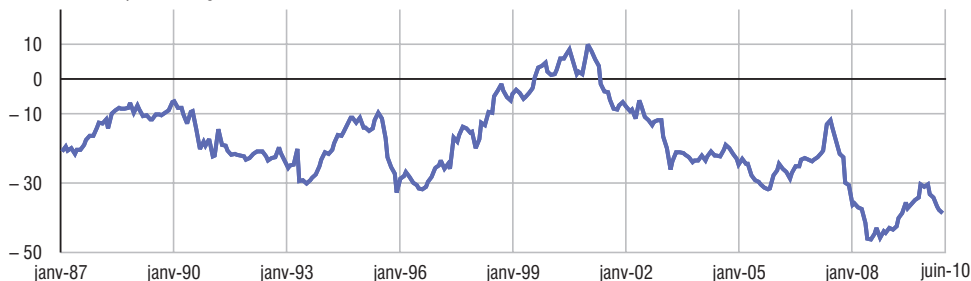
Pour en savoir plus

- « Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages - juin 2010 » (et note méthodologique associée), *Informations rapides* n° 168, série « Principaux indicateurs », Insee, juin 2010.

Opinion des ménages sur la situation économique 1.2

1. Indicateur résumé d'opinion des ménages sur la situation économique

solde d'opinion corrigé des variations saisonnières



Champ : France métropolitaine.

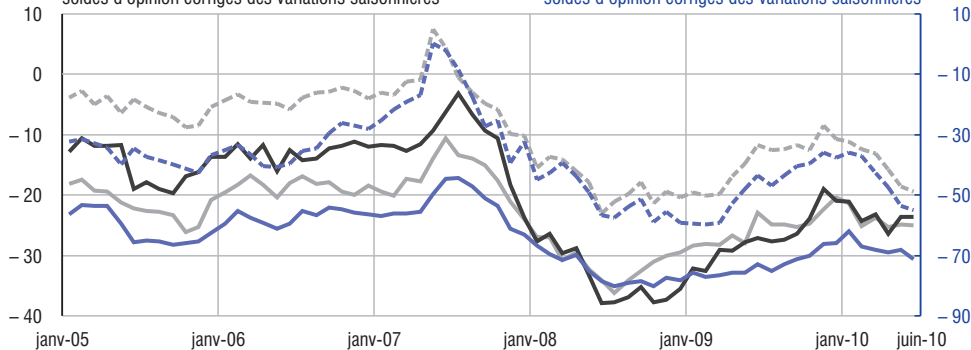
Lecture : depuis juin 2008, l'opinion des ménages sur la situation économique s'est améliorée et a rejoint, fin 2009, des niveaux planchers déjà observés avant la crise. Elle se détériore à nouveau depuis janvier 2010.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.

2. Composantes de l'indicateur résumé depuis 2005

soldes d'opinion corrigés des variations saisonnières

soldes d'opinion corrigés des variations saisonnières



— Situation financière personnelle - évolution passée

— Niveau de vie en France - évolution passée (échelle de droite)

- - - Situation financière personnelle - perspectives d'évolution

- - - Niveau de vie en France - perspectives d'évolution (échelle de droite)

— Opportunité d'acheter

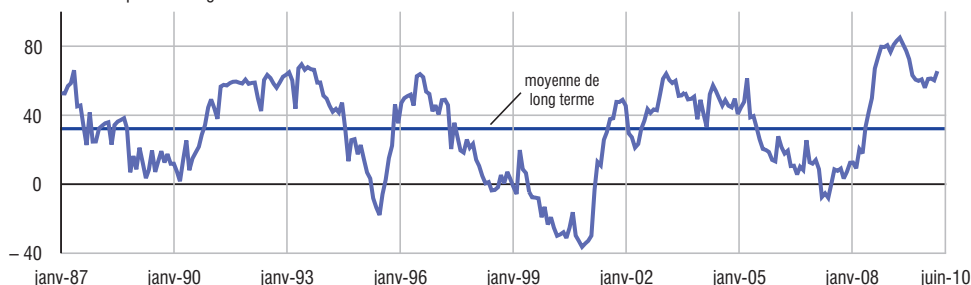
Champ : France métropolitaine.

Lecture : depuis le début de l'année 2010, ce sont avant tout les soldes sur les perspectives d'évolution (niveau de vie en France et situation financière personnelle) qui se détériorent.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.

3. Perspectives d'évolution du chômage

solde d'opinion corrigé des variations saisonnières



Champ : France métropolitaine.

Lecture : les craintes face au chômage ont baissé par rapport au plus haut historique de juin 2009. Elles restent cependant élevées puisque la différence entre les pourcentages d'opinions « positives » et « négatives » est supérieure de plus d'une trentaine de points à sa moyenne de long terme.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.